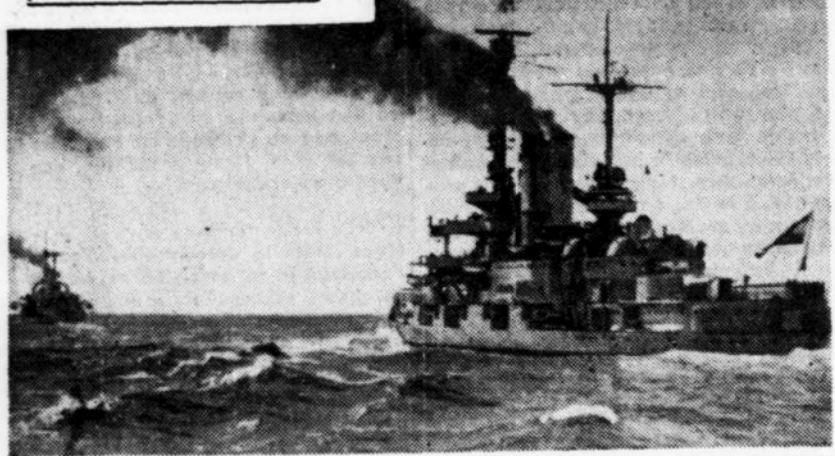


LE « DUNKERQUE » CHEF DE FILE D'UNE FLOTTE QUI RENAÎT

Le plus puissant cuirassé français
est mis à flot demain, à Brest

par Maurice GERNY



Ceux que la marine française
doit surclasser : les nouveaux
croiseurs allemands

Le cuirassé Dunkerque ne sera pas lancé. C'est la mer qui viendra à lui, par l'ouverture des vannes du bassin du Salon où cette unité a été construite. Le Dunkerque, dont la construction commença en décembre 1932, sera mis en service en 1936.

La mise à l'eau du cuirassé Dunkerque est le premier stade d'une politique de redressement rendue nécessaire par la course aux armements déclenchée par la Grande-Bretagne et l'Allemagne.

On se rappelle que le Traité de Washington, le récent accord naval anglo-allemand avaient, chacun en leur temps, anéanti l'effort de la marine française depuis dix ans.

Notre collaborateur Maurice Gerny expose comment la vie entière du pays est liée à notre puissance sur mer.

La renaissance navale allemande a débuté par le lancement de deux cuirassés « de poche » de 10.000 tonnes, qui surclassaient tous nos croiseurs de 10.000 tonnes par leur armement. Cet armement était réglé par deux traités :

Celui de Washington, auquel était soumise la France, ne permettait aux croiseurs de 10.000 tonnes de ne posséder que des canons d'un calibre de 203 mm, alors que le « diktat » de Versailles auquel était soumise l'Allemagne permettait à ses navires de 10.000 tonnes de posséder des canons de 280 mm.

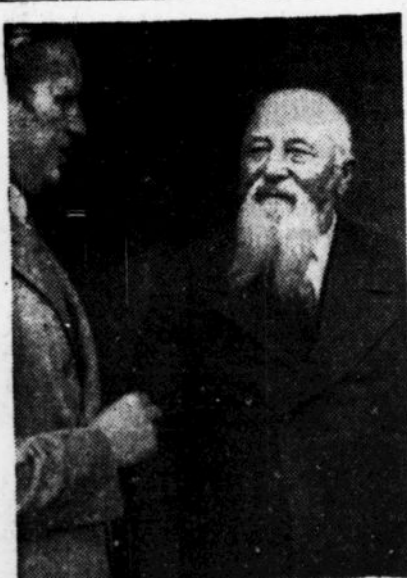
Singulière contradiction que celle consistant à doter les vaincus d'un matériel d'artillerie supérieur à celui des vainqueurs ! C'est en voyant le Deutschland et ses frères, l'Amiral-Scheer et l'Amiral-von-Spee prendre la mer que la marine française a vu compromettre son œuvre de redressement naval effectuée dans les limites du Traité de Washington. Il fallait opposer à ces cuirassés allemands des navires de guerre français capables de les rattraper (d'où vitesse supérieure) et de les couler à coups de canon (d'où armement supérieur).

C'est alors qu'est née la conception du Dunkerque et de son frère : le Strasbourg. Les services techniques étudièrent les caractéristiques des navires capables de s'opposer aux Deutschland de 10.000 tonnes.

Ils conclurent au tonnage de 26.000 tonnes, sur lesquels on utilisera un armement de neuf canons de 330 mm tirant des obus de 500 kilos jusqu'à 30 kilomètres de distance ; une puissance permettant une vitesse de 30 nœuds contre 26 nœuds aux Deutschland ; une protection parfaitement efficace contre les explosions des torpilles sous-marines, contre celles des obus de gros calibre et contre celles des bombes les plus puissantes des avions.

M. G.

Lire la suite page 2



Les résultats des élections de Memel ne seront connus qu'aujourd'hui. — Un journaliste interroge M. Martynas Jankus, vieux militant lithuanien. (Lire nos informations page 3)

Jours Nouveaux

Des sanctions par la France ? Impossible

PARIS ayant interrogé Londres pour savoir quelles sanctions seraient réservées aux briseurs du Pacte en Europe, on admet très bien que Londres interroge à son tour Paris sur ce que la France décidera en fait de sanctions à l'égard de l'Italie.

Parlons donc franchement entre camarades d'Entente Cordiale. Et écartons toute cause de malentendu. Nous avons d'abord voulu lire et relire la réponse de sir Samuel Hoare à notre interrogation. Or, la seconde lecture en est moins rassurante encore que la première. Car plus on approfondit le document britannique, plus on le trouve bardé de réserves et cuirassé de précautions.

C'est ainsi que le ministre anglais nous fait observer — non sans loyauté, je me hâte de le dire — qu'en promettant d'observer le Pacte même en Europe, il ne peut engager que son propre gouvernement.

« Cette fidélité au Pacte, écrit-il, représente seulement la politique du gouvernement actuel de Sa Majesté, ET NON NECESSAIREMENT CELLE DE SES SUCCESSIONS. » Il ajoute, il est vrai : « Je puis faire remarquer que si les mots prononcés à Genève l'étaient au nom du gouvernement ACTUEL de ce pays, ces mots étaient également prononcés avec le soutien et l'approbation massifs du peuple de ce pays. »

Nous sommes donc autorisés à construire une hypothèse parfaitement légitime, quoiqu'elle nous apparaisse peu souhaitable : admettons qu'aux prochaines élections britanniques le parti Conservateur doive céder la place au Labour. Et c'est M. Lansbury qui prend le fauteuil de M. Baldwin. Là-dessus, l'Allemagne dirige contre Memel une opération de police un peu rude, ou encore, grâce à un de ces putsch nazis dont la préparation est pour elle un jeu d'enfant, l'Allemagne fait rentrer l'Autriche sous sa domination et réalise l'Anschluss, premier pas fait vers la revision par le Reich de tous les traités, ceux de l'Est comme ceux de l'Ouest.

Inquiet à juste titre, la France en appelle à la Société des Nations, c'est-à-dire à l'Intendant général de cette dernière, au Cabinet Britannique. Nous lui demandons de convoquer conseil et comités, d'instruire l'affaire ainsi qu'il a été fait pour l'Éthiopie.

Mille regrets, nous répond M. Lansbury. Mais les engagements qu'avait pris à votre égard le cabinet Baldwin, mon gouvernement les tient pour imprudents et aventureux. Quant à l'opinion de mon peuple, nous avons fait tout le nécessaire pour l'éclairer : elle était antitalienne en Éthiopie. Elle est, en Europe, pro-allemande. Je n'y puis rien. Et mon prédécesseur vous en avait prévenus !

Croire que, dans ces conditions, nous allons demain répondre à la demande du gouvernement britannique par une adhésion sans réserves aux sanctions que, par le canal de Genève, il lui plaira de décider contre l'Italie, c'est ignorer le sentiment profond de la masse française. M. Blum, c'est entendu, veut la guerre contre Mussolini. Il ne pense même qu'à ça. Et M. Cachin, sur l'ordre de Staline, s'échauffe à entraîner dans le même sens les masses ouvrières, qui ne le suivent guère.

Mais les soviétiques, les Maçons, les socialistes et leurs alliés honteux, les Jeunes Turcs radicaux, s'excitent pour rien. Qu'elle soit pour Moscou ou pour le Négus, cette guerre antifasciste, NOUS NE LA FERONS PAS.

LÉON BAILBY.

L'ETHIOPIE METTRAIT EN CAMPAGNE un demi-million de soldats et de partisans

La mobilisation, ordonnée par décret, n'a pas encore été toutefois proclamée

Addis-Abebba, 30 septembre. — On annonce que l'empereur a signé l'ordre de mobilisation générale, mais que ce décret n'a pas encore revêtu la forme d'une proclamation. L'empereur a différé cette proclamation par égard pour la S. D. N.

Bien que le Négus n'ait pas l'intention de mobiliser plus de 750.000 hommes pour le moment, la totalité des effectifs disponibles s'élèverait à plus d'un million d'hommes.

On sait, cependant, que le matériel de guerre dont disposent les autorités militaires étant restreint, un demi-million d'hommes seulement pourront entrer en campagne.

L'effervescence à Addis-Abebba

(D'UN DES ENVOYES SPECIAUX
DU « JOUR » EN ETHIOPIE)

Addis-Abebba, 30 septembre. — Au milieu de quelle effervescence étonnante vivons-nous ? Le quartier européen d'Addis-Abebba ressemble aujourd'hui à un camp de réfugiés. C'est que le peuple éthiopien attend avec impatience le moment où l'empereur dressera sa tente de guerre et où les

tambours impériaux battront le rappel de tous les hommes valides. Depuis longtemps les Éthiopiens étaient convaincus qu'une guerre avec l'Italie était inévitable. Aussi c'est avec un sentiment de soulagement qu'ils ont accueilli la nouvelle annonçant que l'empereur avait signé le décret de mobilisation générale.



Dans la crainte des bombardements
aériens, on construit des abris
à Addis-Abebba

SANGLANTE escarmouche aux Indes

Deux officiers anglais
ont été tués
et 125 soldats tués ou blessés



Fantassins britanniques chargés
d'assurer la sécurité dans le nord-ouest de l'Inde

Smila, 30 septembre. — Deux officiers britanniques ont été tués ce matin dans une embuscade, sur la frontière du nord-ouest ; trois autres officiers anglais ont été blessés. Cent vingt-cinq hommes de troupe auraient également été tués ou blessés.

Dans le courant du mois de septembre, un détachement important de troupes avait été envoyé dans la région de Mohmand avec mission d'imposer la soumission à quatre tribus résidant sur la frontière, près de Peichavér, et qui avaient été la cause de nombreux troubles.

La campagne avait été menée avec de grandes difficultés dans une région connue pour ses montagnes dangereuses. Après la soumission de trois des chefs des tribus de Mohmand, on avait tout lieu de supposer que l'ordre était rétabli.

C'est au cours d'une reconnaissance que le détachement britannique, parti du camp d'Ouchajawar, fut attaqué inopinément par des bandes de rebelles.

PREMIERS SUCCÈS : Les timbres des Assurances sociales vont disparaître

C'est une bonne nouvelle
pour 3.500.000 employés

Des modifications vont être faites dans le fonctionnement des assurances sociales. Elles ne manqueront pas d'apporter des satisfactions aux employés, voire aux assurés.

Elles vont également réduire la lourde charge qu'elles imposent au ministère des P. T. T. et c'est un point qui n'est pas non plus négligeable.

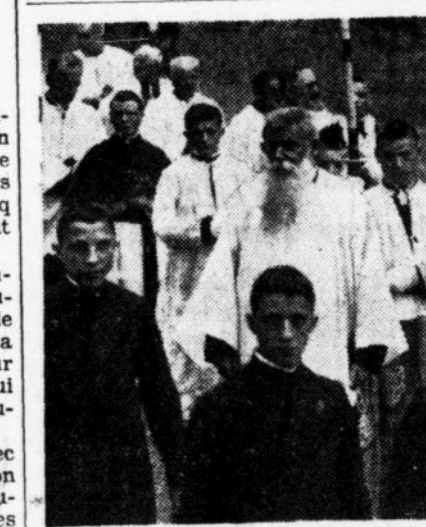
En collaboration pour chaque trimestre du Travail et des P. T. T. ont étudié la question et viennent de la résoudre.

Le problème était posé depuis plus de deux ans ; il n'avait jamais pu être résolu. Cette fois, on touche au but. Dans quelques jours, un décret-loi sera publié réglementant les nouvelles dispositions ; dès le 1^{er} janvier, espère-t-on, elles seront applicables.

Plus de timbres

Dès lors, l'assujéti, au lieu de promener un dépliant de l'importance d'un petit carnet, n'aura plus à conserver qu'un mince feuillet de la taille d'une carte postale.

Lire la suite page 5



Le R. P. Brottier, qui a fait de l'Orphelinat d'Auteuil une des plus puissantes organisations charitables du monde, au milieu de ses orphelins, hier, à la fête de Sainte-Thérèse

CONCOURS de l'automobile à deux places

Le 29^e Salon qui ouvrira jeudi
présentera de nouveaux modèles
économiques



Les voitures arrivent au Grand Palais

Selon la tradition, le Salon de l'Automobile, du Cycle et des Sports va commencer au Grand Palais ce premier jeudi d'octobre, après-demain.

Un millier d'exposants de voitures, de véhicules industriels, de motos et de cycles, deux cent mille visiteurs, des trains bondés, des hôtels, des garages pleins à craquer, des restaurants et des théâtres où il faut retenir sa place, toute la province française qui monte vers Paris, un coup de fouet aux affaires, Paris plein d'animation : voilà le Salon. — Georges Brun.

Lire la suite page 5

LE FILM DES CROIX DE FEU

Le lieutenant-colonel de La Rocque
nous fournit d'intéressantes précisions

(Lire l'article page 2)

LES DÉSORDRES de Brest et Toulon ont-ils été organisés à Zurich ?

On s'attend à une série
d'arrestations à Strasbourg

(DE NOTRE ENVOYE SPECIAL
PAR TELEPHONE)

Strasbourg, 30 septembre. — Les communistes strasbourgeois se sont vus, au lendemain des perquisitions, que fit M. Drappier, juge d'instruction, à l'imprimerie qui dirige l'ex-abbé Fasshauer, que le magistrat n'ait trouvé dans les locaux visités que des papiers insignifiants. Les documents saisis sont-ils aussi insignifiants qu'on veut bien le dire ?

Nous n'avons, en effet, que les affirmations des communistes et Dieu sait ce qu'elles valent !

Je suis persuadé au contraire que M. Drappier a fait une ample moisson, et que cette récolte se traduira avant peu par une série d'inculpations que tout le monde attend ici. Il ne s'agit pas seulement en effet d'établir ce que Hugo Eberlein et Charlotte Schackener venaient faire en France, mais avec qui ils comptaient le faire. Ce soit une affaire d'espionnage, ainsi que M. Magnard le proclame, ou que ce soit une affaire de propagande communiste, les agents arrêtés ne pouvaient agir seuls ; il fallait bien qu'on les y aidât.

Lire la suite page 5

L'Angleterre nous a-t-elle pressentis pour une action possible en Méditerranée ?

Des journaux anglais déclarent
que des négociations sont ouvertes

Déjà, au cours de la semaine dernière, un bruit était venu de Londres d'après lequel le gouvernement anglais aurait demandé au gouvernement français dans quelle mesure il participerait, en Méditerranée, à d'éventuelles sanctions militaires.

On pouvait penser, sur le moment, qu'il s'agissait d'une plaisanterie humoristique après la note française sur la sécurité européenne. La réponse « du berger à la bergère... »

Le silence du Quai d'Orsay ne surprend même pas les esprits curieux, et personne n'insista pour obtenir quelques éclaircissements.

Londres affirme

Mais voici que le correspondant du Manchester Guardian, à Genève, vient d'écrire les lignes suivantes :

« D'importantes négociations anglo-françaises sont actuellement en cours, à la suite d'une communication adressée par le gouvernement anglais au gouvernement français, mardi dernier. La question anglaise se réfère à l'action de la France en Méditerranée, dans certaines circonstances. La réponse française sera probablement envoyée au Conseil des ministres français de mardi. Dans ce cas, elle serait soumise au Conseil des ministres anglais de mercredi. »

Hier soir, le Star se faisait lui aussi l'écho de cette information.

Il n'y a pas, aujourd'hui, de Conseil des ministres à Rambouillet ; peut-être y en aura-t-il un ces jours-ci. Mais il apparaît maintenant qu'une déclaration du ministère des Affaires étrangères n'est plus inutile.

Au ministère de la Marine

On ne peut s'empêcher de rapprocher cette information anglaise de la réponse que M. Piétri a faite, hier, à un de nos confrères qui lui demandait s'il irait à Brest, assister à la sortie de cale du Dunkerque.

Non, a dit le ministre de la Marine. C'est que nous allons avoir, à Paris, pendant le court séjour qui y fera le président Laval, une série de Conseils ou de réunions d'une certaine gravité, où la présence du ministre de la Marine semble indiquée.

Au ministère de la Marine, on dit ne rien savoir de cette affaire, et on renvoie sur l'autre rive de la Seine pour obtenir des explications.

L'opinion française a supporté jusqu'à présent, en matière diplomatique, trop de silences ou de communications sans signification. Elle voudrait bien connaître, cependant, ce qui se passe, et ne pas être mise en malin en face du fait accompli ! — J. R.

LIRE EN TROISIEME PAGE :

M. Robinson fait acclamer
au congrès du Labour Party
la thèse des sanctions militaires

Un déjeuner à Rambouillet
en l'honneur du prince de Galles

On croit que M. Eden y assistera

Le président de la République et Mme Albert Lebrun offriront aujourd'hui, à Rambouillet, un déjeuner en l'honneur du prince de Galles. Plusieurs ministres assisteront à ce déjeuner.

Il n'est pas impossible que M. Eden, qui est arrivé hier soir à Paris, venant de Genève, se rende lui aussi à Rambouillet. Il est vraisemblable alors qu'à l'issue de ce déjeuner le ministre anglais aura traité avec le président du Conseil un nouvel entretien.

« RAPPELONS-NOUS LES HÉROS TOMBÉS A BLIGNY »

La noble réponse de M. Lebecq
au message des A.C. italiens

Après le message adressé par les Anciens Combattants italiens à leurs frères d'armes de France, M. Georges Lebecq a bien voulu nous faire la déclaration suivante qui, bien que personnelle (car avec sa correction habituelle, le président de l'U.N.C. ne veut jamais, avant de les avoir consultés, être le porte-parole de ses neuf cent mille camarades) dit bien ce que pense la majorité des Combattants français :

« Nos camarades Anciens Combattants italiens peuvent être certains, nous a-t-il dit, de toute l'affection des membres de l'U.N.C. Personnellement, je ne puis oublier qu'en juin 1918, à la montagne de Reims, en avant de Bligny et Euphase, ce sont des camarades italiens qui m'ont « relevé ». Il ne me restait à ce moment que sept hommes sur une section qui en comptait quarante-deux quelques jours plus tôt. Je n'avais plus un seul sous-officier, ni caporal... Ce que mon régiment, le 22^e d'infanterie, a fait à cet endroit, les camarades italiens l'ont admirablement continué par la suite et ceci s'est reproduit en bien des points du front. Les Combattants français ne peuvent l'oublier. Le cimetière de Bligny en est une preuve émouvante. »

Qu'ajouter à ces souvenirs d'un Combattant si ce n'est qu'il n'est pas le seul à se souvenir de la camaraderie qui existe entre les Combattants français et italiens. — A. de Courson.



Des parcelles de terre des champs
de bataille français ont été déposées
hier dans une urne, en présence
de M. de Chlapowski, ambassadeur
de Pologne, pour être
portées sur la tombe du maréchal
Pilsudski

Arrestation de l'adjoint au maire de Mondeville

Il avait organisé le guet-apens
contre les Croix de Feu

Caen, 30 septembre. — M. Guimbellot, juge d'instruction, a entendu aujourd'hui sept personnes compromises dans l'agression commise contre les Croix de Feu du Calvados à Mondeville.

Il a décrété un mandat d'arrêt contre l'adjoint au maire de Mondeville, M. Morice, militant communiste notoire, désigné comme l'un des organisateurs du guet-apens.

Morice a été immédiatement écroué. Il a choisi comme défenseur M^{re} Boitel.

LIRE EN QUATRIEME PAGE :

Trois milliards de francs
demandés à l'agriculture

La montagne qui a appris à sourire

Le plongeur après l'escalade
et le ski nautique après le ski terrestre

La montagne s'est civilisée. Jusqu'à présent, elle ne savait montrer qu'un visage émouvant et rude. Maintenant, elle sait sourire. Son sourire, c'est sa plage.

Car, dans la montagne, au pied du



Quand on est las du rocher
on glisse dans l'onde

glacier, il y a désormais une plage nichée dans un creux ; une vraie plage intime, accueillante, chaude, avec des baigneurs aux peaux brûlées encore en cette fin de septembre, avec des parasols multicolores, des

